

Annexe 1

ANNEXES

Annexe 1 : Rapport définissant les conditions générales de la Situation Economique et Financière 2010 – 2011

Annexe 2 : Recettes

Annexe 3 : Dépenses

Annexe 4 : Recettes par Service

Annexe 5 : Dépenses par Service

Annexe 6 : Effectifs

Annexe 7 : Comptes Particuliers du Trésor

Annexe 8 : Programme d'Investissement Public

Rapport définissant les
conditions générales de la
Situation Economique et
Financière 2010 – 2011

PREFACE

Le présent rapport définissant les conditions générales de la situation économique et financière est annexé au projet de Loi des Finances pour répondre, non seulement aux exigences des dispositions législatives, mais également pour pouvoir évaluer les actions menées par le Gouvernement. La situation macroéconomique pour 2011 y est synthétisée, et les estimations pour 2012 y figurent aussi. Cette approche a été adoptée pour permettre de voir l'évolution macroéconomique, et surtout pour pouvoir déjà appréhender à l'avance l'année 2012.

Madagascar entrera dans sa troisième année de transition, et doit s'atteler à mettre en place toutes les institutions de la République afin que le système politique puisse stimuler l'expansion économique. L'enjeu majeur est de conduire la transition à son terme et de lancer les bases d'une relance économique. Les priorités sont donc axées sur le maintien de la stabilité économique et l'édification de la IV^{ème} République.

Entre autres, le Gouvernement devra assurer le fonctionnement de l'Administration tout en appuyant les secteurs sociaux et économiques. Une de ses missions majeures est la préparation des élections et la mise en place des nouvelles Institutions de la IV^{ème} République.

La situation macroéconomique est annexée à chaque projet de loi de finances pour un constat sur le passé et en tirer des leçons, et pour aider à la prise de décisions pour le futur.

Mes vifs remerciements vont à l'endroit de ceux qui, de près ou de loin, n'ont pas ménagé leurs efforts tout en nous offrant leur aide précieuse dans l'élaboration de cette publication. Je souhaite une continuité et une amélioration de cette collaboration.

Le Ministre des Finances et du Budget

Hery RAJAONARIMAMPIANINA

I. REALISATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES 2011

A. Secteur réel

1. Croissance économique

Une révision à la baisse de la croissance prévisionnelle de 2011 a été inévitable en raison de la persistance de la crise politique locale, mais également des effets des crises économiques et financières mondiales. Ce qui induit un environnement économique instable et peu propice à une relance effective des activités productrices. Ainsi, le taux de croissance réalisé est de 0,7%, contre une prévision initiale établie à 2,8%.

Le secteur primaire a été le moins performant, avec un taux de croissance négatif de -2,3%. La branche agriculture, avec un taux de croissance de -2,1%, a été victime d'une perturbation générale de la pluviométrie, d'invasion d'animaux nuisibles et des effets des agitations cycloniques, entraînant une diminution de la production, notamment rizicole. La domination des produits asiatiques sur le marché halieutique a défavorisé la branche élevage et pêche, ramenant la croissance de cette dernière à -3,3%. En ce qui concerne la sylviculture, la persistance des trafics illicites de bois précieux explique son taux de croissance de 0,1%.

La croissance de la production du secteur secondaire s'est légèrement améliorée malgré la faible performance des industries extractives à 25,9%. Ceci s'explique notamment par la décélération de production de QMM et au report de production de l'entreprise Ambatovy. Par ailleurs, la révision à la baisse de la production sucrière a entraîné une décroissance de la branche des agro industries à -10,3%. Toutefois, certaines branches d'activités ont su se relever telles que les industries alimentaires (4,0%) et l'Energie (4,0%). De ces faits, le secteur secondaire détient une croissance de 2,7%.

Quant au secteur tertiaire, il affiche une croissance de 2,1% relative à une stabilité de la branche du BTP. En outre, les branches « auxiliaires de transports » et « transports de marchandises » ont respectivement enregistré un taux positif de 2,1% et de 3,5%, consécutives à la reprise des activités touristiques.

2. Consommation

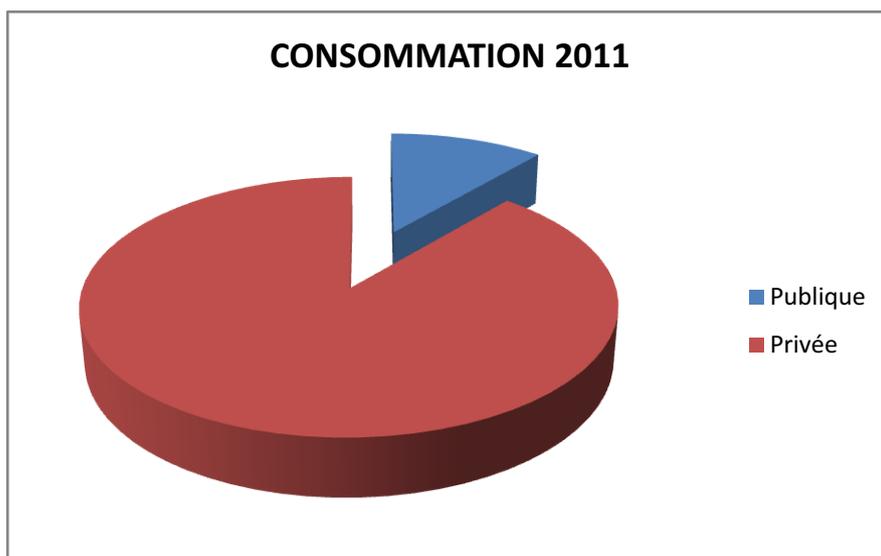
En termes de consommation, l'année 2011 a enregistré une régression de la consommation privée par rapport aux années antérieures, se situant à 84,1% du PIB. Toutefois, la consommation publique a connu une légère hausse pour se situer à 9,9% du PIB, tandis que celle du secteur privé se situe à 74,2% du PIB, soit une baisse par rapport à l'année 2010.

Tableau 1 : Répartition de la Consommation

<i>(En pourcentage du PIB)</i>	2008	2009	2010	2011	2012
Consommation totale	82,9	91,9	94,6	84,1	85,4
Publique	10,1	9,7	9,3	9,9	9,6
Privée	72,8	82,2	85,3	74,2	75,8

Source : MFB/SG/DGB/DPCB

Graphe 1 : Répartition de la consommation en pourcentage du PIB



3. Inflation et prix

Malgré la politique monétaire menée par la Banque centrale visant à contenir l'inflation, la variation des prix à la consommation a atteint la barre des deux chiffres pour l'année 2011. Cette hausse est principalement due à l'influence des prix élevés des matières premières et des produits alimentaires au niveau mondial sur le prix local. A cet effet, le taux d'inflation en fin de période a atteint 10,1%.

B. Finances Publiques

Durant l'année 2011, la gestion budgétaire a été axée sur la poursuite de la politique d'austérité ainsi que le respect de l'orthodoxie financière en vue de la maîtrise du déficit public. Ce dernier s'est établi à 1,8% du PIB, traduisant un besoin de financement équivalent à 367,6 milliards d'Ariary.

1. Recettes publiques

Suite aux différents efforts de recouvrements fiscaux, le taux de pression fiscale a atteint 10,9%, soit une hausse par rapport à l'année 2010. En effet, cette bonne performance s'attribue notamment à l'accélération des rentrées fiscales au niveau de l'administration des impôts, avec un taux de réalisation dépassant les prévisions au premier trimestre de l'année. Toutefois, avec la conjoncture économique marquée par le ralentissement des activités économiques, un léger ralentissement a été constaté à la fin du premier semestre, avec un taux de réalisation de 93% comparé à la prévision semestrielle. Ceci résulte d'une part, de la suspension de l'acompte prévisionnel sur l'Impôt sur le Revenu, et d'autre part, de la baisse tendancielle des chiffres d'affaires des opérateurs affectant ainsi la collecte de la TVA et de l'IR. Concernant les recettes douanières, le taux de réalisation a été de 95% en fin Septembre 2011, atteignant 720,3 milliards d'Ariary contre une prévision de 757,6 milliards Ariary (Cumul Janvier à Septembre 2011). Pour les recettes non fiscales, elles ont diminué considérablement en totalisant 42,6 milliards d'Ariary contre 107,2 milliards d'Ariary prévu dans la LFI 2011.

Tableau 2 : Evolution des recettes fiscales et douanières (2009-2012)

(En milliards d'Ariary)	2009 <i>Réal.</i>	2010 <i>Prov.</i>	2011 <i>Prov.</i>	2012 <i>Prév. LF</i>
Recettes fiscales intérieures	1 028,6	1 150,4	1 181,1	1 287,1
Recettes douanières	753,4	829,70	999,0	1110,7

Source : MFB/DGB/DPCB

2. Dépenses publiques

Consécutivement à la poursuite de la politique d'austérité, les dépenses ont été mieux maîtrisées, soit 13,8% du PIB en 2011 contre 14,1% en 2010. Les dépenses publiques ont été ramenées à 2769,4 milliards d'Ariary en 2011 contre des prévisions établies à 3519,4 milliards d'Ariary dans la LFI 2011.

Concernant la répartition des dépenses, les dépenses courantes ont accaparé 78 % de l'ensemble des dépenses contre 22% pour les dépenses en capital. Mais le montant des dépenses en capital a été fortement réduit, car elles sont financées à majorité par des ressources extérieures. Les dépenses en capital sur ressources internes ont atteint 253,9 milliards d'Ariary contre 491,7 milliards d'Ariary dans la LFI 2011, soit une réalisation de 51,6 %.

Tableau 3 : Situation des engagements de dépense au 30 Septembre 2011

(en Milliards Ariary)	CREDIT LFI	CREDIT MODIFIE	Réalisation	
			ENGAGEMENT	%
INTERET DE LA DETTE	174,04	174,04	174,04	100,00
SOLDE	1034,98	1034,98	731,52	70,68
HORS SOLDE	816,88	816,88	472,71	57,87
PIP	1251,87	1251,87	244,04	19,49
TOTAL	3277,77	3277,77	1622,31	49,49

Source : Suivi hebdomadaire de l'exécution des dépenses

3. Financement

Durant l'année 2011, certains projets ont continué de bénéficier des financements de source extérieure. Toutefois, le taux de décaissement des partenaires reste encore faible. Le taux de financements extérieurs se trouve à un niveau très bas avec un taux de 45,9% par rapport à la prévision initiale. A cet effet, la caisse de l'Etat est assurée par la collecte des recettes fiscales. En outre, le financement du déficit est maintenu par l'utilisation des comptes de disponibilités de l'Etat déposés à la Banque Centrale et le recours aux financements bancaires sous forme de BTA.

C. Secteur extérieur

1. Commerce extérieur

a) Exportations

Par rapport à l'année 2010, la valeur des exportations a progressé de 36,1%, soit respectivement 702,1 millions DTS en 2010 et 955,4 millions DTS en 2011. Les exportations de produits de rente ont été plus performantes par rapport à l'année antérieure due à une meilleure organisation des filières et à une plus grande qualité des produits. En effet, le girofle et le café vert ont remonté la pente avec une valeur d'exportation respective à hauteur de 53,8 millions DTS et 9,9 millions DTS en 2011, contre 20,6 millions DTS et 8,1 millions DTS en 2010. Les produits en Zone Franche (crevettes et autres produits de pêche, textiles, ...) se sont légèrement appréciés également, atteignant 352,0 millions DTS. Néanmoins, certaines branches restent encore fébriles tels que la vanille et le poivre, victimes d'une forte concurrence sur le marché mondial.

b) Importations

La valeur des importations a atteint 1532,8 millions DTS en 2011 contre 1406,8 millions DTS l'an passé. Cela s'est expliqué par une importante importation de riz à hauteur de 68,5 millions DTS contre 35,1 millions DTS l'année précédente, un effet induit de la poursuite de l'approvisionnement du Tsena Mora. Une augmentation des importations en termes d'Energie a également été constatée se chiffrant à 405,3 millions DTS, due principalement à l'accroissement de la demande locale. Les importations d'équipements ont le plus régressé soit 328,2 millions DTS contre 489,7 millions DTS en 2010, suite au terme de la phase de construction des grands projets d'investissements.

2. Balance des paiements

L'année 2011 est marquée par une amélioration de la balance des transactions courantes par rapport à 2010, soit un déficit de 358,9 millions DTS. Le déficit de la balance des biens et services s'est établi à 630,8 millions DTS contre 767,2 millions de DTS l'an passé et les transferts courants ont progressé à hauteur de 302,2 millions DTS. Toutefois, la balance des opérations en capital et financière a été moins performante, affichant un solde positif de 428,3 millions DTS, avec des investissements directs nets à hauteur de 438,7 millions DTS et des dons projets d'un montant de 60,9 millions DTS. Ainsi, la balance globale affiche un solde positif de 53,6 millions DTS.

D. Secteur monétaire

Les facteurs de stabilité de la masse monétaire sur les six premiers mois de l'année 2011 découlent essentiellement d'un équilibre entre les avoirs extérieurs nets et les crédits à l'économie, qui ont presque demeurés inchangés. Inversement, les crédits nets à l'Etat ont sévèrement fluctué, contraignant la réelle expansion des contreparties précédentes.

En termes de marché des changes, en juin 2011, l'Ariary s'est appréciée par rapport au dollar, mais connaît une légère volatilité par rapport à l'euro. Par conséquent, en moyenne annuelle 2011, l'euro s'échange à 2800,8 Ariary et le dollar à 1992,9 Ariary.

II. PREVISIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES 2012

A. SECTEUR REEL

1. Croissance Economique

En 2012, la croissance économique a un taux de 2,0%, contre 0,7% en 2011. Le redressement progressif de l'économie domestique grâce notamment à la performance du secteur secondaire, expliquera cet essor. Ce niveau de croissance est plus prudent par rapport à celui de 2011. En effet, la persistance des incertitudes liées à la conjoncture nationale qu'internationale ne permet pas des prévisions exceptionnelles. Cette croissance se répartit alors comme suit : 0,2% pour le secteur primaire, 6,0% pour le secteur secondaire et 2,3% pour le secteur tertiaire.

Le secteur primaire renouera avec une croissance, quoique modeste, de 0,2% en 2012, contre -2,3% en 2011 en raison du redressement du secteur agricole de 0,8%. Cette évolution résultera surtout de l'effort de l'Etat à combler le déficit de la production alimentaire en menant des actions en vue d'une production supplémentaire en riz afin de résorber le gap usuel en ce produit chaque année. Par ailleurs, en raison d'un effet positif attendu dans la lutte contre l'exploitation illicite de bois précieux, l'expansion de la sylviculture sera contenue.

Pour le secteur secondaire, la croissance sera de 6,0% en 2012 si elle était de 2,7% l'année précédente. Ce dernier contribuera essentiellement à la croissance économique cette année. Les facteurs suivants expliquent l'apport prédominant de ce secteur d'activités : (i) le report du début de la production et des exportations de nickel, cobalt et sulfate d'ammonium (Ambatovy) dans la branche extractive permettra un niveau de croissance de 104,0% pour 2012 contre 25,9% en 2011, (ii) le redémarrage de certaines industries, notamment celles du papier (23,5%) et de l'agro-industrie (11,0%), ainsi que (iii) la volonté des opérateurs textiles francs à conquérir de nouveaux marchés.

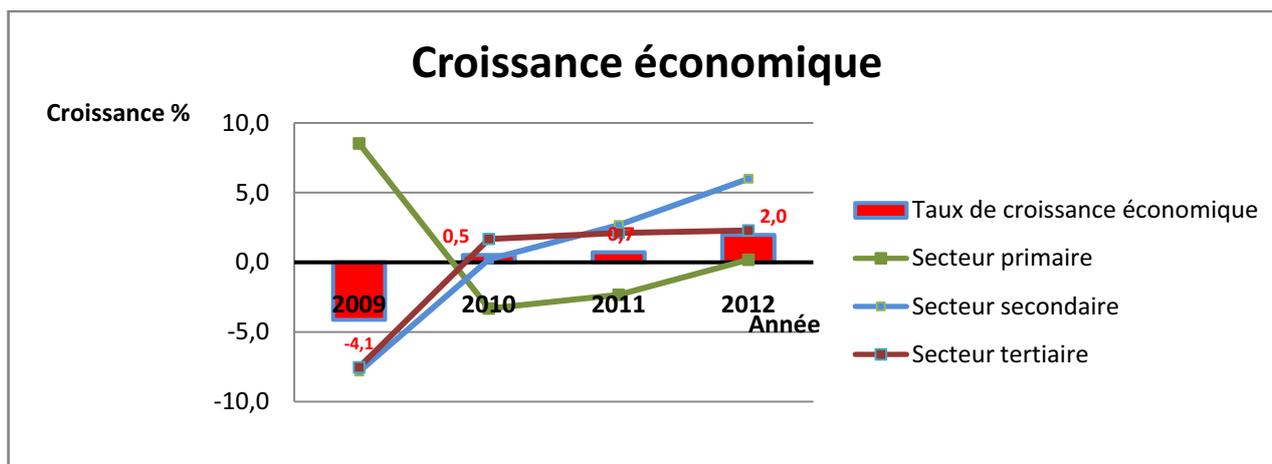
L'évolution du secteur tertiaire est estimée à 2,3% pour 2012. La performance de ce secteur est sensiblement identique à celle de l'année précédente (2,1% en 2011). Notamment, il faut noter la branche BTP qui affiche une croissance constante de 2,6% depuis l'année 2010. Cela pourrait être attribué à la fin de grands projets de construction et la faiblesse de la demande en travaux d'infrastructures dans le secteur public. Par ailleurs, parmi les branches du secteur tertiaire, la branche télécommunication reste la moins touchée par la crise nationale. Elle est même en continuelle expansion avec une croissance prévue à 3,9% en 2012 bien que les investisseurs adoptent une certaine prudence dans leurs perspectives.

Tableau 4 : Evolution des taux de croissance sectoriels (%)

(En pourcentage de variation)	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance économique	-4,1	0,5	0,7	2,0
Secteur primaire	8,5	-3,3	-2,3	0,2
Secteur secondaire	-7,8	0,2	2,7	6,0
Secteur tertiaire	-7,5	1,7	2,1	2,3

Source : MFB/DGB/DPCB

Graph 2 : Graphes d'évolution des taux de croissance



2. Investissement

La croissance économique à Madagascar est essentiellement tirée par les investissements, dont ceux du secteur privé en constituent surtout la majorité. Depuis 2009, les investissements directs étrangers (IDE), ont cependant diminué dû à la fin de la phase de construction et d'installation des grands projets miniers. Cette baisse se reflète dans l'investissement global, et est particulièrement marquée pour l'année 2010 à cause de la finalisation desdits travaux couplée aux effets de la crise nationale. Depuis 2011, une certaine stabilité du taux d'investissement par rapport au PIB est remarquée, et se poursuivra en 2012 avec un taux d'investissement de 22,5%, dont 3,3% en investissement public et 19,2% en investissement privé.

3. Inflation et Prix

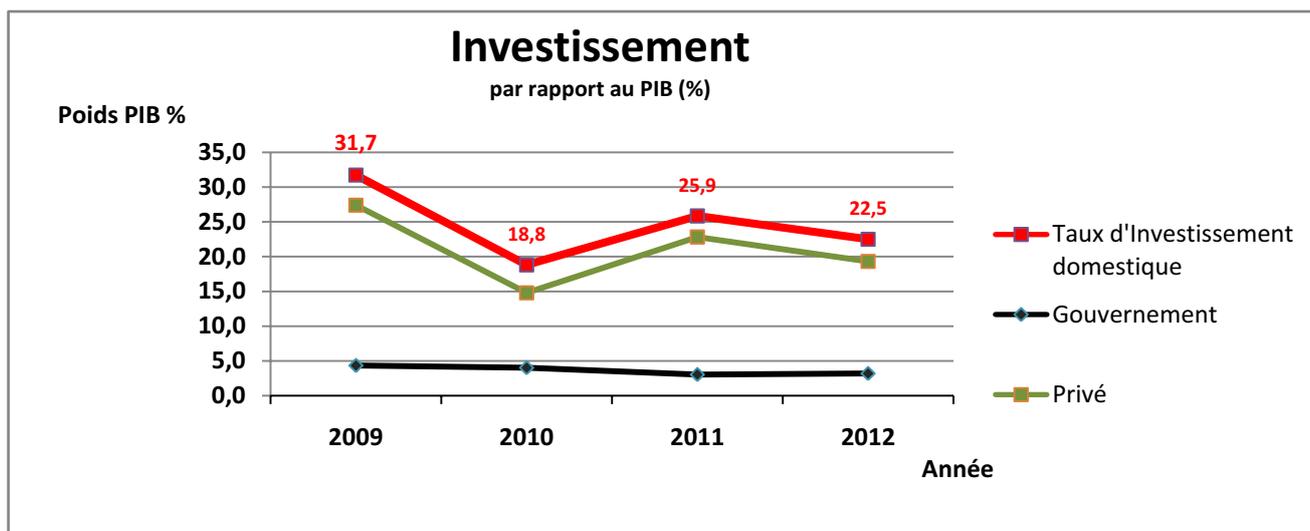
La mise en œuvre de politiques budgétaires et monétaires prudentes permet une certaine maîtrise des prix. De plus, une faible volatilité des cours mondiaux de produits de base tels que le pétrole et les matières premières est escomptée permettant la prévision d'une inflation contenue. La variation de l'indice des prix à la consommation pour 2012 est en effet estimée à 7,7% sur moyenne période si elle était de 10,5% en 2011.

Tableau 5 : Evolution des taux d'investissement

(En pourcentage du PIB)	2009	2010	2011	2012
Taux d'investissement domestique	31,7	18,8	25,9	22,5
dont Gouvernement	4,3	4,0	3,0	3,3
Privé	27,4	14,8	22,8	19,2

Source : MFB/DGB/DPCB

Graphe 3 : Taux d'investissement à Madagascar depuis 2009



B. FINANCES PUBLIQUES

Conformément aux perspectives prudentes adoptées pour l'année 2012, le Gouvernement visera une gestion rationnelle du Budget de l'Etat à travers le renforcement des réformes déjà entreprises du côté des recettes et des dépenses publiques, telle que la poursuite de la politique d'austérité budgétaire.

1. Recettes publiques

En matière de recettes publiques, les innovations apportées aux dispositions fiscales pour l'année 2012 s'articulent autour de deux points essentiels. En premier, il s'agit de la poursuite de la réduction progressive du taux des impôts sur les revenus et assimilés, en l'occurrence un abaissement de l'ordre de 1,0% de l'IR. Deuxièmement, des mesures à retombées économiques et sociales seront mises en œuvre, notamment à travers l'instauration de la réduction d'impôt et la déductibilité de la TVA, respectivement pour les investissements liés à la production d'énergie renouvelable et les achats de carburants utilisés dans les transports terrestres des hydrocarbures et des marchandises. Cependant, les recettes totales et dons connaîtront une baisse de 216,9 milliards d'Ariary par rapport à la LF 2011, principalement attribuable à la diminution des dons estimés à 49,6% en 2012. La situation globale des recettes fiscales à un niveau de 2 397,8 milliards d'Ariary correspond à un taux de pression fiscale de 10,9%.

2. Dépenses publiques

La stratégie pour les dépenses visera essentiellement à consolider la bonne gestion des finances publiques tout en poursuivant l'application d'un taux de régulation, et de la transparence dans la réalisation des objectifs de programmes. En effet, malgré une baisse prévue pour les dépenses du Gouvernement d'environ 13,4% par rapport à la LF 2011, ces dernières devraient contribuer à la maîtrise de la crise actuelle tout en assurant le fonctionnement de l'Administration et en appuyant les secteurs sociaux et économiques. Le budget des dépenses courantes affichera un montant allant de 2 253,8 à 2 329,5 milliards d'Ariary, soit une légère hausse de 3,4% en 2012. Cette hausse est principalement imputable à la préparation des élections et à la mise en place des nouvelles Institutions de la IV^{ème} République. Plusieurs projets d'investissement sur financement extérieur ne pourront plus être escomptés pour 2012. En effet, une majeure partie de ces projets se clôtureront en fin d'année 2011. Une baisse du budget de dépenses en capital de l'ordre de 43,2% sera alors prévue par rapport à la Loi de Finances 2011. Néanmoins, ces dépenses affichent une hausse de 17,9% par rapport à l'estimation des dépenses en capital effectives 2011. Elles tiennent notamment compte des interventions de l'Etat en matière d'éducation, de santé, d'énergie et d'agriculture.

3. Financements extérieurs

La prévision de décaissement pour 2012 s'élève à 537,1 milliards d'Ariary, soit une baisse de 30,6% par rapport à l'objectif de 2011. Les perspectives ont été basées sur la clôture de certains projets et la continuité de quelques

projets en 2011, le retour des financements extérieurs n'a pas encore été considéré. L'intervention des partenaires techniques et financiers en 2012 est caractérisée par le renforcement des projets et programmes à caractère humanitaire, notamment dans le domaine agricole et social.

4. Déficit et financement

Une diminution du déficit budgétaire sera alors prévue en 2012, avec un niveau de 358,3 milliards d'Ariary contre 612,4 milliards d'Ariary dans la Loi de Finances 2011, soient des ratios respectifs de 1,6% et 3,0% du PIB. Outre l'effet de la politique d'austérité, ce déficit résulterait également des contraintes de financement aussi bien extérieur qu'intérieur. De plus, le faible rythme de décaissement des financements extérieurs et les possibilités limitées en financement intérieur à travers le système bancaire sous forme de Bons du Trésor par Adjudication, pourraient expliquer cette diminution.

C. SECTEUR EXTERIEUR

1. Commerce extérieur

La structure globale des échanges extérieurs ne connaîtra pas de changements notables pour 2012, sauf au niveau des industries extractives. L'estimation des valeurs des exportations en DTS des produits miniers haussera de 110,1% grâce notamment au rapatriement de devises espéré avec le début de la production de l'Entreprise Ambatovy. Mais il s'agit également des autres Entreprises comme Kraomita Malagasy, Qit Madagascar Minerals ou le Mainland Mining Ltd. Le niveau des exportations de ce secteur est estimé à 171,5 millions de DTS pour 2012 contre 81,6 millions de DTS en 2011.

Les exportations de biens connaîtront donc un bond de 28,0%, et les exportations de services de 7,2%. Leurs niveaux sont prévus respectivement à 1 222,7 millions et 751,8 millions de DTS pour 2012 contre 955,4 millions et 701,5 millions de DTS en 2011. Quant aux importations de biens et de services, elles atteindront respectivement 1 695,7 millions et 816,8 millions de DTS en valeur fob. Ainsi, le déficit des transactions de biens et services est estimé à 538,1 millions de DTS pour 2012, contre 630,8 millions de DTS en 2011.

La politique de stabilisation du taux de change effectuée conjointement par la Banque Centrale et la Trésorerie Publique aura pour effet de diminuer le risque de dévaluation de l'Ariary par rapport aux principales devises, à savoir le Dollar américain et l'Euro. Conjuguée à une récession de l'économie européenne, cette politique contiendra la dépréciation de l'Ariary à 2,2% par rapport au DTS, de 3,2% par rapport au Dollar américain.

2. Balance des paiements

La balance commerciale s'améliorera notablement, mais gardera un solde négatif de 473,0 millions de DTS en 2012 malgré la prévision de l'évolution des exportations de l'ordre de 19,2% et des importations de seulement 9,8% en terme de DTS. Par rapport à l'année 2011, une amélioration significative au niveau de la balance courante sera donc attendue avec un déficit de 271,1 millions de DTS, si elle était à 358,9 millions de DTS.

L'analyse des Investissements Etrangers montre qu'après les périodes de mise en place des grands projets notamment miniers de 2006 à 2009, les flux d'entrées de capitaux s'amointrissent beaucoup. Néanmoins, les flux d'investissement provenant des pays comme la France et l'Italie sont plus ou moins stables. Quant aux investisseurs de la zone COI, notamment les mauriciens et les réunionnais, leurs contributions dans les flux de capitaux prennent de plus en plus d'importance. Et, malgré l'arrivée probable de nouveaux investissements provenant des pays de l'est, et en particulier d'Hong-Kong et de la Chine, la prévision d'IDE reste prudente à un niveau de 347,9 millions de DTS, c'est-à-dire en baisse de 20,7% par rapport au niveau de 2011.

En cohérence avec le secteur des finances publiques, les prévisions sont également faibles pour les transferts destinés au Gouvernement. Tandis que la balance commerciale s'améliore donc nettement, les comptes de capital et financiers de la balance des paiements s'amenuisent dans une proportion contraire. Au final, la balance globale des paiements est prévue se creuser à un déficit de 24,6 millions de DTS pour 2012, contre un excédent de 53,6 millions de DTS en 2011.

D. SECTEUR MONETAIRE

En perspective, l'Ariary s'afficherait à 3 230,8 Ariary/DTS en moyenne période de l'année 2012 vis-à-vis des échanges avec l'extérieur, si le taux était de 3 160,8 Ariary/DTS durant l'année 2011. Toutefois avec la continuation de la politique d'austérité dans la gestion des dépenses publiques, les interventions globales de la Banque Centrale seront logiquement en baisse durant cette période sous revue, et le retour progressif des financements externes ne fera que conforter cette hypothèse. Parallèlement, le montant des crédits consentis à l'économie ainsi que celui des avoirs extérieurs nets convergeront vers l'effectivité de la relance de l'économie tout en visant à contenir l'inflation à seulement 7,7% par rapport à ceux de l'année 2011.

ANNEXES

Tableau 1. Madagascar: Indicateurs économiques et financiers, 2010-2012

	2010	2011 <i>Proj.</i>	2012 <i>Prév.</i>
<i>(variation en pourcentage, sauf indication contraire)</i>			
Comptes nationaux et prix			
Croissance du PIB aux prix courants	9,2	9,9	9,6
Croissance du PIB aux prix constants	0,5	0,7	2,0
Déflateur du PIB	8,6	9,1	7,5
Ind. des Prix à la Cons. (moy. sur la période)	9,3	10,5	7,7
Ind. des Prix à la Cons.(fin de période)	9,8	10,1	7,5
Secteur externe <i>(variation en termes de DTS)</i>			
Exportations, f.o.b.	2,9	36,1	28,0
Importations, c.a.f.	-20,2	9,0	10,6
Termes de l'échange (détérioration -)	1,3	0,8	0,9
Opérations globales du Trésor			
Recettes totales (dons exclus)	20,8	-1,2	9,9
Dépenses totales	4,1	7,3	10,0
Dépenses courantes	5,4	16,9	7,8
Dépenses en capital	0,8	-16,9	17,9
PIB nominal (en milliards d'Ariary)	18 264,4	20 072,5	21 999,8
Taux de Change			
USD/Ariary	2 118,0	1 983,8	2 046,9
DTS/Ariary	3 187,1	3 160,8	3 230,8

Source : MFB/SG/DGB/DPCB.

Tableau 1. Madagascar: Indicateurs économiques et financiers, 2010-2012 (suite)

	2010	2011 <i>Proj.</i>	2012 <i>Prév.</i>
<i>(en pourcentage du PIB)</i>			
Opérations globales du Trésor			
Recettes totales (dons exclus)	12,3	11,1	11,1
<i>Dont</i> : Recettes fiscales	10,8	10,9	10,9
Dons	1,0	0,9	1,1
Dépenses totales	14,1	13,8	13,9
Dépenses courantes	10,1	10,8	10,6
Dépenses en capital	4,0	3,0	3,3
Balance globale (base engagement, dons inclus)	-0,9	-1,8	-1,6
Balance globale (base engagement, dons exclus)	-1,8	-2,7	-2,7
Financement extérieur	2,1	1,3	0,8
Financement intérieur	0,3	1,4	0,7
Epargne et investissement			
Investissement	18,8	25,9	22,5
Gouvernement	4,0	3,0	3,3
Autre	14,8	22,8	19,2
<i>Dont</i> : investissement direct étranger	8,5	6,9	5,1
Épargne domestique brute	5,4	15,9	14,6
Épargne nationale brute	9,1	20,2	18,5
Secteur extérieur et dette publique			
Exportations, f.o.b	24,0	26,1	29,0
Importations, c.i.f.	37,4	36,0	36,9
Solde du compte courant (dons exclus)	-9,7	-5,6	-4,0
Solde du compte courant (dons inclus)	-9,7	-5,7	-4,0

Source : MFB/SG/DGB/DPCB.

Tableau 2. Madagascar : Taux de croissance par branche d'activités, 2010–2012

	2010	2011	2012
<i>(variation en pourcentage, sauf indication contraire)</i>		<i>Proj.</i>	<i>Prév.</i>
Secteur Primaire	-3,3	-2,3	0,2
Agriculture	-0,2	-2,1	0,8
Elevage et pêche	-8,0	-3,3	0,7
Sylviculture	0,1	0,1	-4,5
Secteur secondaire	0,2	2,7	6,0
<i>Secteur Secondaire hors ZFI</i>	<i>2,5</i>	<i>4,3</i>	<i>6,5</i>
Agro-indus.	34,0	-10,3	11,0
Indus.Extra.	54,7	25,9	104,0
Energie	7,5	4,0	1,0
Indus. Alimen	-1,8	4,0	2,7
Indus. Boissons	17,3	7,8	3,0
Indus.Tabac	-14,5	0,0	2,8
I.Corps gras	3,0	0,5	0,5
Pharmacie	-7,6	1,5	1,5
Indus. Textile	7,3	-1,1	7,8
I. Cuir	0,0	1,4	1,4
I. Bois	-12,7	1,5	-0,6
Mat.Const.	3,3	2,5	3,5
I. Metallique	-17,0	1,5	1,8
Mat. Transport	-9,3	0,9	1,5
Appareil Elect	-44,5	0,3	1,0
I.papier	22,7	5,0	23,5
Autres	-13,5	3,5	-7,8
Zone Franche Industrielles (ZFI)	-14,0	-9,5	2,0
Secteur Tertiaire	1,7	2,1	2,3
B.T.P	2,6	2,6	2,6
Transports de marchandises	1,0	3,5	3,5
Transports de voyageurs	6,7	2,6	3,0
Auxi. Transport	-0,4	2,1	3,0
Telecommunications	9,9	4,0	3,9
Commerce	-1,3	0,2	1,4
Banque	9,8	4,1	4,1
Assurance	16,7	2,0	2,0
Services rend. Entrep. & ménages	0,7	1,5	1,0
Administration	1,0	2,0	1,7
Serv. banc. non imputes	9,8	4,1	4,1
PIB aux coûts des facteurs	-0,6	0,6	2,0
Impôts indirects	9,3	2,0	2,0
PIB aux prix du marché	0,5	0,7	2,0

Source : MFB/SG/DGB/DPCB.

Tableau 3. Madagascar : Comptes nationaux, 2010–2012

<i>(en pourcentage du PIB)</i>	2010	2011	2012
Consommation	94,6	<i>Proj.</i> 84,1	<i>Prév.</i> 85,4
publique	9,3	9,9	9,6
privée	85,3	74,2	75,8
Investissement	18,8	25,9	22,5
public	4,0	3,0	3,3
privé	14,8	22,8	19,2
Epargne domestique	5,4	15,9	14,6
public	3,0	1,2	1,5
privé	2,4	14,7	13,1

Source : MFB/SG/DGB/DPCB.

Tableau 4a. Madagascar: Opérations Globales du Trésor, 2010-2012

	2010	2011	2012
<i>(en milliards d'Ariary, sauf indication contraire)</i>		<i>Proj.</i>	<i>Prév.</i>
Recettes totales et dons	2 423,0	2 401,8	2 689,4
Recettes totales	2 249,2	2 222,7	2 442,8
Recettes budgétaires	2 249,2	2 222,7	2 442,8
Dont: Recettes fiscales	1 980,8	2 180,1	2 397,8
Recettes non fiscales	268,3	42,6	45,0
Recettes extrabudgétaires			
Recettes en capital			
Dons	173,8	179,1	246,6
Dons courants	18,2	35,7	62,7
Dons en capital (projets)	155,5	143,4	183,9
Dépenses totales	2 581,1	2 769,4	3 047,7
Dépenses courantes	1 847,7	2 160,0	2 329,5
Dépenses budgétaires (yc I-PPTE)	1 570,5	1 932,1	2 125,9
Dont: Personnel (yc I-PPTE)	944,9	1 115,4	1 250,0
Fonctionnement (yc I-PPTE)	477,7	642,7	668,8
Interets dette dus	147,9	174,0	207,1
Opérations de Trésorerie (Dépenses extrabudgétaires)	277,2	227,9	202,6
Dépenses exceptionnelles (Dépenses d'urgence)	0,0	0,0	0,0
Dépenses de fonctionnement FCV	0,0	0,0	1,0
Dépenses en capital (yc I-PPTE)	733,4	609,4	718,2
Ressources intérieures	385,0	253,9	181,1
Ressources extérieures (yc I-PPTE)	348,4	355,5	537,1
Solde global (base engagement après reformes structurelles)			
Solde global y.c. dons	-158,1	-367,6	-358,3
Solde global hors dons	-331,9	-546,7	-604,9
Variations arriérés intérieures	-37,6	0,0	0,0
Solde global (base caisse)	-195,7	-367,6	-358,3

Tableau 4b. Madagascar: Opérations Globales du Trésor, 2010-2012

	2010	2011	2012
<i>(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)</i>		<i>Proj.</i>	<i>Prév.</i>
Recettes totales et dons	13,3	12,0	12,2
Recettes totales	12,3	11,1	11,1
Recettes budgétaires	12,3	11,1	11,1
Dont: Recettes fiscales	10,8	10,9	10,9
Dons	1,0	0,9	1,1
Dons courants	0,1	0,2	0,3
Dons en capital	0,9	0,7	0,8
Dépenses totales	14,1	13,8	13,9
Dépenses courantes	10,1	10,8	10,6
Dépenses budgétaires	8,6	9,6	9,7
Dont: Personnel	5,2	5,6	5,7
Fonctionnement (yc I-PPTE)	2,6	3,2	3,0
Intérêts dette dus	0,8	0,9	0,9
Opérations de Trésorerie (Dépenses extrabudgétaires)	1,5	1,1	0,9
Dépenses exceptionnelles (Dépenses d'urgence)	0,0	0,0	0,0
Dépenses de fonctionnement FCV	0,0	0,0	0,0
Dépenses en capital (yc I-PPTE)	4,0	3,0	3,3
Ressources intérieures	2,1	1,3	0,8
Ressources extérieures (yc I-PPTE)	1,9	1,8	2,4
Solde global (base engagement après réformes structurelles)			
Solde global y.c. dons	-0,9	-1,8	-1,6
Solde global hors dons	-1,8	-2,7	-2,7
Solde global (base caisse)	-1,1	-1,8	-1,6

Source : MFB/SG/DGB/DPCB.

Tableau 5. Madagascar : Balance des Paiements, 2010-2012

	2010	2011	2012
<i>(En millions de DTS)</i>		<i>Proj.</i>	<i>Prév.</i>
Compte Courant	-554,3	-358,9	-271,1
Biens et Services	-767,2	-630,8	-538,1
Balance commerciale	-704,7	-577,4	-473,0
Exportations de biens	702,1	955,4	1 222,7
Importations de Biens	-1 406,8	-1 532,8	-1 695,7
Services nets	-62,4	-53,4	-65,0
Exportations de Services	675,3	701,5	751,8
Transports	194,7	271,1	292,4
Voyage	200,9	290,6	319,2
Autres Services privés	246,6	134,0	134,1
Autres Services publics, n.c.a.	33,2	5,8	6,0
Importations de Services	-737,8	-754,9	-816,8
Fret & Assurance sur les biens	-247,7	-270,5	-299,2
Transports	-23,5	-31,1	-29,0
Voyage	-68,5	-66,9	-77,2
Autres Services privés	-314,0	-301,8	-313,9
Autres Services publics, n.c.a.	-84,1	-84,6	-97,4
Transferts de Revenus	-70,4	-30,3	-44,5
Recettes	41,1	70,8	81,7
Paiements	-111,5	-101,1	-126,3
Employés	-18,8	-16,6	-17,0
Transferts courants	283,3	302,2	311,5
Gouvernement	1,4	-1,1	-1,9
Privé	281,9	303,3	313,4
Compte de Capital et financier	604,2	428,3	246,6
Transferts de Capital	49,1	48,5	53,8
Gouvernement	49,1	48,5	53,8
Secteur privé	0,0	0,0	0,0
Compte financier	555,1	379,8	192,8
Investissements Directs	486,6	438,7	347,9
Investissements de Portefeuille	1,2	3,0	3,1
Autre	67,3	-61,9	-158,2
Gouvernement	40,9	33,0	53,5
Tirages	60,1	60,9	83,4
Amortissement	-19,3	-27,95	-29,9
Secteur privé	-113,2	-67,2	-141,3
Tirages	41,4	16,6	17,5
Amortissement	-154,7	-83,8	-158,8
Banques nettes	-29,9	-19,9	-19,9
Autres nets	169,6	-7,8	-50,5
Autre	-5,2	-15,8	0,0
Erreurs & omissions	-5,2	-15,8	0,0
Balance Globale	44,8	53,6	-24,6

Source : MFB/SG/DGB/DPCB.